

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal **de** Palestine Dossier

N° 599 du 12.12.2011

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci : Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

1 Médias/Vidéos

1-1 vidéo : Voix de Jérusalem-Est : la situation des enfants palestiniens.

1-2 vidéo : Obama, esclave et fier de lui, malgré lui !!!

1-3 Sabah Ayoub - al-Akhbar : Comment la presse française « couvre » les crimes israéliens.

2 Les brèves

2-1 Le régime sioniste reste la plus grande menace pour la sécurité du monde.

2-2 Les Palestiniens consternés par les propos de Newt Gingrich.

3 Dossier

3-1 Karim Mohsen : L'hôte de la Maison-Blanche face à la question palestinienne.

3-2 Thami BOUHMOUCH : PALESTINE : DU DELIT DE NON ASSISTANCE A PEUPLE EN DANGER.

3-3 Des juristes appellent à la libération "immédiate" des détenus politiques dans les geôles israéliennes.

3-4 IRIB : Israël et la manne Africaine.

3-5 Fadwa Nassar : Le soldat Shalit reprend ses activités criminelles.

4 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

4-1 Salah Hamouri ne sortira pas de prison le 28 novembre. - Sa mère, bouleversée, témoigne.

4-2 David Cronin : Tentative d'arrestation d'un chef militaire israélien à Bruxelles

4-3 Un activiste Canadien déclare avoir subi l'emploi du Taser par les Forces Israéliennes.

5 Annexe

5-1 Le Conseil syndical des transports londoniens rejoint la Campagne pour le déraillement de Veolia et Alstom.

1 Médias/Vidéos

1-1 vidéo : Voix de Jérusalem-Est : la situation des enfants palestiniens.

DCI- Palestine

Ce 25 octobre, DCI/Palestine publie un nouveau rapport : "Les voies de Jérusalem-Est, la situation à laquelle sont confrontés les enfants palestiniens".

Le rapport aborde l'impact de l'annexion unilatérale de Jérusalem-Est par Israël, à travers ses mesures administratives et juridiques qui visent à limiter la croissance démographique et le développement des habitants palestiniens de Jérusalem-Est, tout en encourageant activement l'afflux de colons israéliens dans le territoire occupé.

En donnant la parole à 15 enfants et à trois mères, le rapport met en lumière les difficultés quotidiennes auxquelles ils sont confrontés en vivant sous une occupation militaire prolongée, en se concentrant sur trois questions principales :

Les démolitions de maisons : elles affectent 32 % de toutes les habitations palestiniennes à Jérusalem-Est qui ne répondent pas aux exigences israéliennes en matière de zonage, exposant au moins 86 500 habitants palestiniens au risque d'avoir leur maison démolie.

La violence des colons : entre janvier 2010 et fin mai 2011, les Nations-Unies ont enregistré 24 cas où des enfants palestiniens ont été blessés par des colons à Jérusalem-Est, et un où un enfant a été tué. Selon les Nations-Unies, ces chiffres sont « globaux mais non exhaustifs ». Ils ne comprennent non plus les cas de harcèlements ou d'intimidations qui n'ont pas entraîné de blessures physiques.

Arrestations et mises en détention : entre novembre 2009 et octobre 2010, 1267 dossiers judiciaires ont été ouverts contre des enfants palestiniens vivant à Jérusalem-Est, sur l'accusation d'avoir jeté des pierres. Sur un échantillon de 20 cas, 80 % des enfants ont déclaré avoir subi des violences physiques durant leur arrestation, leur transfert ou l'interrogatoire qui en a suivi.

dimanche 30 octobre 2011 - 07h:04

dimanche 30 octobre 2011

vidéo en cliquant ici : [:http://www.youtube.com/watch?v=d3YbvTfzidQ&feature=player_embedded](http://www.youtube.com/watch?v=d3YbvTfzidQ&feature=player_embedded)

1-2 vidéo : Obama, esclave et fier de lui, malgré lui !!!

Visionnez cette vidéo ci-en-bas et vous comprendrez à quel point le peuple américain US est humilié par le lobby sioniste à travers ses dirigeants qui acceptent la lâcheté en flagrant délit !

Prenez 20 minutes et visionnez cette excellente vidéo qui démontre les pratiques et les implications du redoutable lobby pro-israélien aux Etats-Unis.

Diffusée lors de l'émission "Un œil sur la planète" sur France 2 le Lundi 3 octobre 2011. Cette vidéo a déclenché les fureurs du CRIF pour qui il est insupportable de mettre à nu des vérités un peu trop dérangeantes. Une vidéo à voir et à faire voir dans les plus brefs délais avant qu'elle ne soit effacée...

P-S : Sachez que si le CRIF a réagi c'est parce qu'il fait la même chose en France que ce que fait l'AIPAC aux USA. Mais aussi pour mettre en garde les médias qui tendent à se libérer de son joug afin de les museler pour ne pas réveiller le peuple français. Et cela va sans dire que dans tous les autres pays occidentaux les lobbies sionistes se semblent et se ressemblent.

Enfin, à la fin de cette vidéo vous aurez compris pourquoi Israël est l'unique Etat au monde (de surcroît raciste) à bénéficier de tous les privilèges de l'impunité. Il peut assassiner qui veut, piétiner les lois et résolutions internationales ainsi que les droits de l'Homme quand il veut sans être inquiété.

A chaque citoyen de tous les pays du monde d'œuvrer pour libérer l'humanité en danger des griffes du sionisme dont la seule force réside dans la lâcheté de ceux qui ont le pouvoir de décision mais se couchent devant la puissance du capital de ce lobby qui les achète comme des animaux, préfèrent ainsi l'humiliation à la dignité pour eux et pour leurs peuples.

A vos savates !

cliquez sur ce lien pour voir et entendre:

http://lecmf.org/index.php?option=com_k2&view=item&id=91:le-lobby-pro-isra%C3%A9lien-aux-etats-unis-une-vid%C3%A9o-criante-de-v%C3%A9rit%C3%A9s

1-3 Sabah Ayoub - al-Akhbar : Comment la presse française « couvre » les crimes israéliens.

Les médias français ont négligé de traiter un incident récent où des roquettes israéliennes ont explosé près de la maison d'un diplomate français à Gaza, entraînant des blessures et la mort d'un bébé à naître.

La presse française... Une presse de caniveau ?

L'attaque du domicile du consul français à Gaza n'a fait aucune première page des médias dominants en France, lesquels se sont trop souvent transformés en vulgaires moyens de propagande pro-israélienne -

Quatre roquettes israéliennes ont explosé à côté de la résidence du diplomate français, Majdi Shaqura, à Gaza dimanche dernier, le blessant lui et sa fille âgée de 13 ans, et provoquant une fausse couche pour son épouse comme l'a déclaré le diplomate à un journaliste de l'AFP.

Une telle agression avec ses évidentes répercussions politiques et humanitaires aurait probablement provoqué l'indignation parmi la communauté internationale et le gouvernement français, à un détail près : le contrevenant était cette fois-ci Israël.

Le gouvernement français a évité de divulguer des informations sur l'attaque. La déclaration officielle publiée par le ministère des Affaires étrangères était réduite au maximum.

Aucune référence n'a été faite à la fausse couche subie par l'épouse de Shaqura, qui a très probablement été causée par l'attaque. Le porte-parole du ministère a été obligé de mentionner l'incident uniquement pour confirmer que c'était arrivé.

L'attaque à la roquette n'a fait la première page d'aucun des journaux de premier plan en France, et n'a reçu aucune couverture dans les programmes d'informations.

Les informations diffusées étaient basées sur des rapports d'agences, aucun correspondant n'étant dépêché sur place pour relever les détails de ce qui s'est produit ou pour ajouter une touche humaine aux faits.

Seules quelques lignes ont été publiées, résumant l'attaque avec des euphémismes et des litotes. Pas une seule présentation du diplomate blessé ou de sa famille endeuillée n'a été faite.

Cela permet de supposer que les principaux médias français, défenseurs présumés des droits humains et de la liberté d'expression, se sont inclinés devant les impératifs du gouvernement français et les pressions du lobby pro-israélien.

Un fait notoire : le journal Libération a mentionné l'attaque dans sa section de « nouvelles brèves » comme une nouvelle mineure. Le Figaro et Le Point ont repris les rapports des agences de presse, en se concentrant sur les soi-disant « blessures légères » du diplomate et de sa famille, tout en négligeant de mentionner la fausse couche subie par la femme du diplomate.

Le Figaro est allé encore plus loin en utilisant le terme [profondément raciste et méprisant pour la vie humaine - N.d.T] de « dommages collatéraux » pour parler des blessures de la famille Shaqura, tandis que Le Monde n'a certes pas oublié pas de mentionner le communiqué israélien, disant « qu'aucune plainte n'a été reçue et que les roquettes ont atteint leur cible. »

En fait, le seul véritable article qui a été publié était celui d'Adrien Jaulmes dans Le Figaro, qui [comme à l'habitude - N.d.T] a justifié les actions israéliennes en écrivant que « la surpopulation de Gaza et le fait que les militants palestiniens ont tiré leurs roquettes à partir de zones résidentielles, sont les raisons pour lesquelles des civils sont blessés ou tués par les attaques israéliennes. »

Enfin, le magazine Le Nouvel Observateur a publié la déclaration officielle du gouvernement et a rappelé aux lecteurs la tension entre le président français Nicolas Sarkozy et le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, suite au scandale récent d'une conversation révélant le dégoût de Sarkozy pour son homologue israélien.

Les sites des chaînes de télévision ont également évité de publier des informations sur l'attaque. Il n'y avait aucune mention sur les sites internet de TF1 et TV5 Monde.

D'autres canaux, tels que France 24, ont signalé que le ministère français des Affaires étrangères avait convoqué l'ambassadeur d'Israël à Paris, Yossi Gal, la seule photo diffusée étant celle de Gal.

L'incapacité des médias français à rapporter l'événement s'affiche après que la libération du soldat israélien Gilad Shalit capturé [par la résistance palestinienne - N.d.T] ait submergé la presse et les médias occidentaux.

La question qu'il faut se poser est la suivante : peut-on imaginer la façon dont les choses se seraient passées si la même famille avait été blessée par des roquettes tirées par les Palestiniens ou par le Hezbollah [mouvement de la résistance libanaise - N.d.T] ?

Sabah Ayoub - al-Akhbar

dimanche 20 novembre 2011

al-Akhbar - Vous pouvez consulter cet article à : <http://english.al-akhbar.com/conten...>
Traduction : Info-Palestine.net

2 Les brèves

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Le régime sioniste reste la plus grande menace pour la sécurité du monde.

"Le régime sioniste est la plus grande menace pour la sécurité du monde", estiment plus de 50% des Européens. Selon le rapport de samedi de Press TV, selon un sondage effectué par la fondation Friedrich Ebert, à Berlin, plus de 50% des peuples de 10 pays européens considèrent Israël comme la plus grande menace pour la sécurité mondiale. Selon ce sondage, 88% des Européens sont d'avis que la Corée du Nord ne représente pas une menace pour la sécurité du monde. La plupart des sondés sont originaires d'Allemagne, de Grande-Bretagne, de Pologne, de la France et du Portugal. Durant ces dernières années, les sentiments anti-israéliens se sont exacerbés de façon notable.

19/11/2011

<http://french.irib.ir/info/international/item/154040-le-r%C3%A9gime-sioniste-la-plus-grande-menace-pour-la-s%C3%A9curit%C3%A9-du-monde>

2-2 Les Palestiniens consternés par les propos de Newt Gingrich.

Les dirigeants palestiniens réagissent avec consternation aux récentes déclarations de Newt Gingrich qui, dans une interview, a affirmé qu'ils étaient un peuple "inventé".

La chaîne "The Jewish Channel" a diffusé vendredi des extraits d'une interview dans laquelle l'ancien "speaker" de la Chambre des représentants, qui brigue l'investiture républicaine pour l'élection

présidentielle de 2012 aux Etats-Unis, dit que les Palestiniens ne sont pas un peuple parce qu'ils n'ont jamais eu d'Etat et qu'ils faisaient partie de l'empire ottoman avant la création d'Israël.

Dans l'interview, il assure que les efforts du président Barack Obama visant à traiter les Palestiniens de la même manière que les Israéliens "rendent service aux terroristes".

Un dirigeant palestinien, Nabil Abu Rdeneh, a estimé samedi que les propos de Newt Gingrich étaient "fâcheux", et il l'a qualifié d'"ignorant". A Gaza, Fawzi Barhoum, un porte-parole du Hamas, a déclaré pour sa part que M. Gingrich avait fait preuve d'une "véritable hostilité" envers les Palestiniens.

Quant au Premier ministre palestinien, Salam Fayyad, il a demandé à M. Gingrich de "réviser l'histoire". "Cela, certainement, revient à nier des vérités historiques", a-t-il déclaré.

AP

Publié le 10-12-

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20111210.FAP8878/les-palestiniens-consternes-par-les-propos-de-newt-gingrich.html>

3 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

3-1 Karim Mohsen : L'hôte de la Maison-Blanche face à la question palestinienne.

Obama: Un cas !

Obama a-t-il subi un lavage de cerveau de la part du lobby pro-israélien ?

Voilà un homme politique, chef d'Etat de la première puissance mondiale, qui a «réussi» un improbable virage à 180°. Indigne. Lamentable.

A l'instar de ses pairs de la Maison- Blanche, l'actuel hôte du Bureau ovale, s'est essayé aux proclamation grandiloquentes, voire absurdes, sur la guerre et la paix. Mais Obama s'est fait remarquer en en faisant trop alors qu'à l'évidence il n'avait pas les moyens de sa politique. Cela apparut de manière marquante au détour de ses déclarations en rapports avec le contentieux israélo-palestinien. En fait, le président Barack (Hussein?) Obama a réussi la gageure unique dans les annales présidentielles américaines, de décrocher le prix Nobel de la paix tout en accentuant l'effort de guerre de son pays en Afghanistan. Obama parla, d'ailleurs, si bien de la paix, tout en renforçant l'effectif de guerre américain, qu'il en obtint, à la surprise générale, le prix Nobel de la paix. Il fallait le faire. Mais ce qu'il fit aux Palestiniens restera gravé dans les chroniques de la diplomatie internationale. Il y a juste un an à l'époque de l'Assemblée générale de l'ONU, le président américain, du haut de cette auguste tribune, fit le souhait de voir la Palestine siéger parmi les Etats aux Nations unies en 2011. Mais, depuis, Obama est devenu le plus déterminé pourfendeur de la Palestine; menaçant de faire usage du veto pour faire barrage à son entrée à l'ONU. Que s'est-il alors passé? Ainsi, lors de son discours du 23 septembre 2011, le président US s'est réellement surpassé tant par son cynisme que par l'aberration de ses propos sur la

Palestine. Voilà un président qui fait, sans état d'âme, un virage à 180° rarement observé dans les longues annales de la diplomatie mondiale. Voilà ce que disait Obama à propos de la Palestine lors de son «fameux» discours du Caire en juin 2010 «(...) Ceci dit, il est également indéniable que le peuple palestinien, qui regroupe des musulmans et des chrétiens, a souffert en quête d'un territoire. Depuis plus de soixante ans, il connaît la douleur de la dislocation. Beaucoup attendent dans des camps de réfugiés en Cisjordanie, à Ghaza et dans des terres voisines de connaître une vie de paix et de sécurité à laquelle ils n'ont jamais eu le droit de goûter. Ils subissent au quotidien les humiliations - grandes et petites - qui accompagnent l'occupation. Il n'est pas permis d'en douter: la situation du peuple palestinien est intolérable. L'Amérique ne tournera pas le dos à l'aspiration légitime du peuple palestinien à la dignité, aux chances de réussir et à un État à lui.» Mais le 23 septembre l'Amérique a bel et bien tourné le dos aux Palestiniens. Et pour cause! On raconte que le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu qui, resté dans les coulisses, n'a pas assisté au discours d'Obama, jeta un regard goguenard et méprisant au président américain sortant de l'enceinte de l'Assemblée générale, en faisant ostensiblement semblant de lire le discours que devait prononcer Mahmoud Abbas. Le lobby américain pro-israélien a bien fait son travail avec un Obama qui se l'est tenu pour dit. Quand il est question d'Israël on lui a appris que le président états-uniens n'a pas le droit d'avoir une opinion. Il a surtout à exécuter. Ce que lui a rappelé le lobby pro-israélien. Du sénateur en campagne électorale au président bien établi à la Maison-Blanche, que de chemin parcouru et surtout que de renoncement à des idéaux en définitive peu assurés. «No one is suffering more than the Palestinians» (Aucun peuple ne souffre autant que les Palestiniens). Cette déclaration du candidat Obama avait ému et suscité un grand respect pour l'homme parmi les peuples épris de paix, notamment les peuples palestiniens et musulmans. Ces propos, prononcés, il ne fait pas de doute, dans un moment de lucidité ont valu à Barack Obama une avalanche de volée de bois verts et de critiques d'Israël et de la droite US et occidentale. Il y a donc un gouffre sidéral entre l'Obama, en campagne électorale qui fit sa déclaration au journal Des Moines Register le 12 février 2008, et l'Obama président qui menace de brandir le veto US à l'admission de la Palestine à l'ONU. Entre ces deux faits il a été pris en charge par le lobby sioniste qui lui fit un lavage de cerveau en règle. Un lavage de cerveau qui fit nier au chef de la Maison-Blanche ce qu'il affirmait naguère. Il est patent qu'il existe des peuples, parmi les minorités, qui souffrent et continuent de souffrir dans le monde. Aucun toutefois n'a enduré autant que ce que supportent les Palestiniens, chassés de leurs territoires où vécurent depuis des temps immémoriaux leurs ancêtres comme aucun peuple n'a assisté au repeuplement de son pays par d'autres peuples venus de toutes les contrées de la planète sans aucun lien avec ce territoire. Il suffit que n'importe quel débarquant en Israël se déclare juif pour se voir illico-presto fournir logement, allocation, prime d'installation...Les Palestiniens sont parqués depuis 60 ans dans des «bantoustans», sous blocus à Ghaza, encerclés par le mur de l'apartheid en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Voilà la vérité que M.Obama ne veut plus voir, jusqu'à prononcer, aux Nations unies, le discours le plus indigne, le plus honteux prononcé par un chef d'Etat. Israël est la quatrième puissance nucléaire, les Etats-Unis sont les mieux placés pour le savoir, il occupe des territoires qui ne lui appartiennent pas, reconnus palestiniens par l'ONU, la communauté internationale, et les USA eux-mêmes. Cela n'a pas embarrassé outre mesure Obama qui mit sur un même pied d'égalité un oppresseur israélien, détenteur de l'arme atomique, et des Palestiniens opprimés et disloqués (dixit Obama au Caire). C'est celui-là le monde «juste» qu'Obama prétend vouloir construire?

Droits de reproduction et de diffusion réservés © L'Expression
Karim Mohsen

Publié le 7 novembre 2011 avec l'aimable autorisation de l'Expression

Source : L'Expression
<http://www.lexpressiondz.com/...>

3-2 Thami BOUHMOUCH : PALESTINE : DU DELIT DE NON ASSISTANCE A PEUPLE EN DANGER.

Le désastre perpétré par l'Otan en Libye et l'acharnement actuel des médias-mensonges sur la Syrie tendent à nous faire oublier le drame en Palestine occupée. C'est l'entité sioniste, bien sûr, qui tire le plus grand profit de cette diversion pro-grammée. Derrière l'écran de fumée, le processus de destruction des maisons palestiniennes se poursuit à vive allure. Comment une population sinistrée, spoliée, trahie par les uns et les autres, peut-elle vaincre un ennemi féroce, surarmé et soutenu à bras-le-corps par l'Occident américano-centré ? L'injustice à laquelle nous assistons passivement dépasse l'entendement, paraît inconcevable. Pour comprendre les faits en devenir, on gagne presque toujours à se référer à l'Histoire. Revenons-y ici en deux mots : après la Seconde Guerre, l'Europe a sur les bras des centaines de milliers de juifs survivants du génocide. Elle parvient tant bien que mal à un consensus quant à la création d'un Etat pour les juifs. Notons que l'idée en sous-main était de les éloigner, car ils étaient perçus comme « une menace pour la civilisation européenne » (cet aspect factuel n'est pas le propos ici). Le choix s'est alors arrêté sur cette terre arabe lointaine, la Palestine (l'Ouganda a failli faire les frais d'un tel projet d'implantation, sur proposition britannique)... Enfin soulagés, les officiels de l'époque annoncent solennellement la « fin du problème juif ». En termes humains, cette décision a donné lieu à la déportation de près d'un million de Palestiniens, à des massacres programmés de civils et une dévastation systématique. C'est la Nakba, autrement dit le fléau, la calamité, le désastre. De cette manière, « l'Europe s'est débarrassée de son crime sur le dos du peuple palestinien, qui n'avait pas la moindre responsabilité dans le génocide ». (1)

Le nouvel Etat, créé donc de toutes pièces, rejeton de la mauvaise conscience, a très rapidement débouché sur une abomination. Sur ce point, R. Bibeau écrit avec raison : « Ce cancer impérialiste de souche européenne, implanté au cœur de la vie, au Levant d'une Méditerranée souillée par la pollution de ces colonisateurs industriels avides, arrogants et génocidaires ! Cette "colonie colonisatrice" incrustée tout près du canal de Suez, [...] cette entité sioniste plantée entre la mer qu'elle a asphyxiée et Gaza la ville martyre indomptable. Cette plaie sioniste théocratique, terroriste, qui se complait à humilier tous les peuples arabes ! » (2)

Le peuple palestinien, désigné pour « payer les pots cassés », subit une terrible persécution depuis des décennies. Il vit dans sa chair, jour après jour, les exactions les plus invraisemblables. Pour se faire une petite idée, je propose de reprendre ce compte-rendu (extrait) :

« Khan Younis : Israël ouvre le feu sur les fermes et maisons à proximité de la ligne verte - Un villageois assassiné près de Jérusalem - Incursion israélienne : récoltes rasées au bulldozer [...] Les troupes d'occupation détruisent une station essence - Les troupes déracinent plus de 200 oliviers et ruent de coups un travailleur - Des soldats israéliens enlèvent un enfant de 14 ans - Des colons jettent des pierres sur des maisons et tabassent leurs résidents - Des fanatiques sionistes mettent le feu à des véhicules dans un village - Incursion de nuit et invasion de l'armée dans 17 villes et villages - 3 attaques – 37 raids - 3 tabassés - 5 blessés - 12 palestiniens arrêtés - 15 gardés en détention - 92 restrictions de la liberté de circulation... ». (3)

Ce récit, un parmi d'autres, porte sur la seule journée du 23 février 2011. Que dire, par exemple, de ces civils à Gaza – dont trois enfants de 9 à 11 ans – qui ont été tués par un missile israélien ? Ces enfants jouaient au ballon dans la rue, devant leur maison. Leur mort est passée tout simplement inaperçue. (4) Ce n'est qu'un petit aperçu de la tragédie qui se déroule sous nos yeux en Palestine. Je pense qu'en dehors des sinistrés eux-mêmes, nul ne peut avoir idée de l'ampleur des souffrances endurées. Pour autant, le peu que nous sachions est largement suffisant pour susciter l'exaspération... Le monde continue de fermer les yeux, dans un sommeil hypnotique, sur les crimes commis et les manipulations. S'il semble s'y faire, c'est par une sorte de lâcheté bien établie. C'est plus facile, plus confortable d'être avec le spoliateur (soutenu par tous) qu'avec le spolié (trompé par tous).

Le nouvel arsenal de propagande est responsable de la perversion des faits, de la manipulation/modélage de l'opinion publique mondiale. Les « reportages » sur l'Etat juif sont affligeants : des épisodes de sauvagerie meurtrière épouvantable sont cyniquement dissimulés. Les médias aux ordres sont, à un degré ou à un autre, aux mains des sionistes ; ils n'informent pas mais communiquent pour les groupes qui les rétribuent... Il n'en demeure pas moins que les gens ne sont pas des otages des médias ; ils ne sont pas livrés pieds et poings liés aux reporters et chroniqueurs sans scrupule ; ils ne sont pas tenus de

gober tout rond tous les mensonges funestes (comme hier en Libye et aujourd'hui en Syrie). En face, il y a nombre de sites d'information alternative, des « alter-journalistes » dynamiques et compétents. M. Collon note à ce propos : « Si l'info est dominée et déformée par les intérêts cachés de ceux "d'en haut", il appartient dorénavant à ceux "d'en bas", aux simples citoyens de prendre en main la bataille pour une information correcte ». (5)

Il y a lieu désormais de mettre en avant le délit de non assistance à peuple en danger. Le peuple palestinien est connu pour son humanité et sa force d'âme. Mais il est affaibli par plus de 60 ans d'occupation militaire meurtrière. Toute personne ayant conservé quelques qualités morales et éthiques, devrait s'élever par tous les moyens possibles contre les atrocités sionistes. Les tueries sont commises au nez des puissants de ce monde (les garants des « droits de l'homme », ne l'oublions pas), mais on se garde d'émettre la moindre réprimande. Lorsque Israël s'est mis à bombarder Gaza, ont-ils instauré une « no fly zone » ? Ont-ils imposé des sanctions ? « Une majorité de la population israélienne considère qu'à terme, les Palestiniens seront, comme les Amérindiens, marginalisés et incapables de réclamer quoi que ce soit. [...] Un tel discours colonial et raciste aurait dû rencontrer l'hostilité de la communauté internationale ». (6) Voilà où nous en sommes.

Cette fameuse « communauté internationale » – c'est-à-dire les Etats-Unis et ceux qui leur sont inféodés – n'a que des intérêts, pour lesquels elle ne recule devant aucune infamie. Le silence qui accueille les forfaits commis à répétition par l'entité sioniste, est une forme extrêmement grave de complicité criminelle ; il révèle aussi la faillite morale du système de l'ONU. L'indifférence bienveillante est perçue par l'Etat voyou comme un soutien. Les complices se recrutent même dans le voisinage. Mubarak était le prototype du collabo : lors de l'attaque meurtrière contre la population de Gaza en décembre 2008, il a gardé la frontière de Rafah hermétiquement fermée, afin d'empêcher l'évacuation des blessés. Qui pouvait l'imaginer ?

Les entreprises Ikea, Volvo, Veolia, Dexia, Soda Club, Ahava, Agrexco : qu'est-ce qu'elles ont en commun ? Elles sont complices de crimes contre l'humanité. C'est la conclusion à laquelle le Tribunal Russell pour la Palestine (TRpP) a abouti au sujet des violations des droits humains et du droit international par Israël (novembre 2010). (7) Il s'agit d'un tribunal populaire international, créé en réaction à l'inaction générale face à ces violations avérées.

Va-t-on un jour demander des comptes à tous ceux qui, pendant des décennies, ont consenti aux atrocités commises ? En attendant, gageons qu'ils se représentent bien l'image insultante de ce qu'ils sont et peut-être se haïssent-ils eux-mêmes. Recevoir les chefs sionistes avec tous les honneurs, en plus d'être une complicité de crime au grand jour, est d'abord le signe d'une absence totale de morale. L'Empire et ses vassaux ne savent-ils pas que malgré les concessions faites par « l'Autorité » Palestinienne, les sionistes ont méthodiquement fermé toutes les possibilités d'issue pouvant mettre fin à l'occupation, que l'Etat juif est le seul à n'avoir jamais appliqué aucune des résolutions onusiennes, que son armée est composée de criminels, comme les rapports d'Amnesty International et de Human Rights Watch l'ont confirmé, que des milliers de Palestiniens sont enfermés dans des conditions inhumaines, que des enfants sont torturés, que des maisons et terres agricoles sont détruites, que des journalistes et militants sont assassinés ?

L'Occident qui se découvre curieusement une passion pour les droits de l'homme, n'a-t-il pas été prévenu des massacres perpétrés à Gaza (s'ajoutant à ceux de Sabra, Chatila et Jenine) ? Ne sait-il pas que près de 1,5 million de Gazaouis sont privés de nourriture, d'électricité, d'eau et de ciment, que le blocus leur interdit de sortir ou de pêcher ? Ceux qui se taisent, ne sont-ils pas aussi abjects que les malfrats sanguinai-res qu'ils cautionnent ? Lisons encore M. Collon : « L'Europe et ses fabricants d'armes collaborent étroitement avec Israël dans la production des drônes, missiles et autres armements qui sèment la mort à Gaza. [...] Sous cette occupation, 20% de la population palestinienne actuelle a séjourné ou séjourne dans les prisons d'Israël. Des femmes enceintes sont forcées d'accoucher attachées à leur lit et renvoyées immédiatement dans leurs cellules avec leurs bébés ! Mais ces crimes-là sont commis avec la complicité active des USA et de l'UE ». (8)

Le summum de l'abjection est illustré par ce discours typique d'Obama : « Quant à Israël, notre amitié est profondément enracinée dans une histoire et dans des valeurs partagées. Notre engagement envers la sécurité d'Israël est inébranlable. Nous nous opposerons à toutes les tentatives en vue d'en faire la cible de critiques au sein des instances internationales ». (9) Il y aurait donc des valeurs... qu'on nous dise

lesquel-les ? En tout cas, notons-le, il est question de s'opposer, non pas aux sanctions mais seulement aux critiques...

Il faut fournir des efforts surhumains pour qu'une telle veulerie ne donne des haut-le-cœur.

(1) Pierre Stambul, <http://la-feuille-de-chou.fr/archives/18517> Février 2011

(2) Robert Bibeau, <http://www.legrandsoir.info/Le-maillon-faible-la-crise-arabe.html> Mars 2011

(3) Euro Palestine, <http://www.michelcollon.info/Ce-matin-je-l-ai-ecrit-et-publie> Février 2011

(4) Cf. à ce propos : Ziad Medoukh, http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=10376 Avril 2011.

(5) Michel Collon, <http://www.michelcollon.info/S-informer-c-est-la-cle-Un-appel.html> Mars 2011

(6) Pierre Stambul, <http://alternatifs0726.over-blog.com/article-palestine-espoir-et> Mai 2011

(7) Cf. <http://www.michelcollon.info/Tribunal-Russell-les-entreprises.html> Décembre 2010

(8) Michel Collon, <http://www.michelcollon.info/Comprendre-la-guerre-en-Libye> Avril 2011

(9) Cité in : <http://iipdigital.usembassy.gov/st/french/texttrans/2011/05/> Mai 2011.

Thami Bouhmouch

Professeur univ., Casablanca

Mercredi 7 Décembre 2011

http://www.alterinfo.net/PALESTINE-DU-DELIT-DE-NON-ASSISTANCE-A-PEUPLE-EN-DANGER_a67594.html

RIA Novosti - 11/12/2011

3-3 Des juristes appellent à la libération "immédiate" des détenus politiques dans les geôles israéliennes. Des juristes et militants des droits de l'homme ont appelé à la libération "immédiate" des détenus politiques palestiniens dont certains croupissent depuis plus d'un quart de siècle dans les geôles israéliennes où ils sont soumis à la loi martiale.

Le militant des droits de l'homme et eurodéputé Patrick Le Hyaric a critiqué, lors d'une rencontre-débat jeudi soir à Paris sur les prisonniers politiques palestiniens, la loi dite Shalit qui, a-t-il affirmé, a durci "considérablement" les conditions de détention de ces prisonniers, les privant même de visites.

En mai 2011, la Knesset a adopté la fameuse "loi Shalit" qui a imposé des conditions plus sévères sur les prisonniers du Hamas dans les prisons israéliennes, dans une tentative d'exercer un chantage pour la libération du soldat captif Gilad Shalit. Ces changements comprennent l'option de recalculer arbitrairement les peines de prison en années civiles plutôt qu'en années administratives (l'année israélienne administrative est de 345 jours, donc plus courte de 20 jours.)

M. Le Hyarick s'est indigné, à cet effet, de la prolongation de la durée de détention de certains prisonniers dont le franco-palestinien Salah Hamouri pour qui les changements de calendriers par les forces de l'occupation signifient un emprisonnement supplémentaire de 140 jours appliqué rétrospectivement et sans possibilité d'appel, et ceci contrairement à la date de sortie apparaissant sur son jugement écrit.

L'avocate Fadwa Barghouti, épouse de Marwan, député enlevé puis incarcéré depuis 2002, avec 22 autres parlementaires dont le président de la Chambre, a, de son côté, critiqué le "deux poids, deux mesures" de la France dans le traitement du cas Hamouri. "La France a bien sacrifié le civil qu'est Salah Hamouri et défendu l'autre franco-israélien Gilad Shalit, parce qu'il est militaire", s'est-elle désolée. Le soldat israélien a été libéré le 18 octobre dernier à la suite d'un accord entre Israël et le Hamas, en échange de 477 prisonniers politiques palestiniens. Selon les termes de l'accord, d'ici deux mois, 550 autres prisonniers, qui n'ont pas encore été identifiés, seront remis en liberté lors d'une seconde phase, ce qui porterait à 1.027 le total des prisonniers palestiniens libérés.

Selon l'avocate palestinienne, parmi cette deuxième vague de prisonniers, 131 sont des détenus politiques dont 23 ont passé plus d'un quart de siècle dans les geôles israéliennes, soit bien avant les accords de paix d'Oslo, en septembre 1993. Revenant sur ces accords, elle a affirmé que leur signature était une "erreur politique de la part du négociateur palestinien, puisque l'entendement a été réalisé sans qu'il y ait libération de l'ensemble des détenus palestiniens".

"Cette erreur politique a fait que des prisonniers ont eu encore à passer dix-huit autres années dans les geôles israéliennes. Si une partie d'entre eux ont été libérés en octobre dernier, 131 sont toujours derrière les barreaux", a regretté Me Barghouti. Selon elle, actuellement "pas moins de 5.000 Palestiniens, dont des femmes, des personnes âgées et des malades chroniques, sont toujours détenus dans les prisons israéliennes".

L'avocat Shawki Issa, également président d'un groupement d'associations de défense des droits de l'homme, a, lui, rappelé la tenue il y a deux ans à Ariha (Jerrico) d'un colloque international sur les détenus palestiniens et dont la principale recommandation, a-t-il dit, était d'internationaliser leur cause. "Israël, depuis son occupation des terres palestiniennes en 1967, traite les détenus politiques palestiniens conformément à la loi martiale militaire qui, en plus de les priver des plus élémentaires des droits humains, les prive aussi de la protection internationale et du droit civil", a-t-il relevé.

Me Shawqi a annoncé, à cette occasion, qu'un recours sera déposé prochainement auprès de la Cour internationale de justice de La Haye pour demander des "précisions" sur le type de Droit selon lequel les prisonniers palestiniens doivent être jugés et quelles sont les conventions internationales qui devraient s'appliquer sur eux.

"Cela exigerait évidemment une résolution de l'Assemblée générale des Nations-Unies qui devrait saisir la Cour de la Haye sur le Droit à appliquer à ces détenus", a-t-il signalé, affirmant qu'il est "certain" que la Cour optera pour la 4ème Convention de Genève qui "garantit les droits dus aux prisonniers".

Présent à cette rencontre, le chef de la mission de la Palestine à Paris, Hail El Fehoum, a exhorté la France d'intervenir dans le dossier palestinien en tant que "partenaire" d'un consensus international dégagé autour de la cause palestinienne.

Tout en admettant que la position de la France est "en train d'évoluer" s'agissant de la cause palestinienne, il a souhaité l'émergence d'un "mécanisme" devant accompagner ce consensus autour du droit de la Palestine à avoir un Etat vivant côte à côte avec Israël, dans les frontières de 1967.

19/11/2011

<http://www.echoroukonline.com/fra/index.php?news=12749>

3-4 IRIB : Israël et la manne Africaine.

Cible d'un large boycott international qui dénonce sa politique, le ministre israélien des Affaires étrangères Libermann tente de nouer des relations avec des pays économiquement les plus faibles, notamment en Afrique.

Pour lui, « Israël » peut profiter de son alliance avec les pays "faibles", surtout au sein des instances internationales. Mais il semble que Libermann n'est pas le seul à adopter cette vision. C'est désormais la politique officielle israélienne.

Sous le titre « le retour à l'Afrique », le quotidien israélien Maariv a évoqué l'ouverture israélienne vers le continent noir, celle qui rappelle les années soixante, lors de la libération des pays africains des colonisateurs étrangers. « Israël » avait tenté alors de s'infiltrer aux postes-clés dans ces pays, étant considérés comme « un exemple de la réussite » économique, ce qui lui a permis la réalisation des objectifs tactiques et stratégiques.

Les pays jouxtant le Nil étaient la première cible de la politique israélienne dans le cadre de la « politique d'alliance avec les pays voisins des pays arabes ». L'Ethiopie avait joué un rôle essentiel dans cette alliance, face au projet arabe. Toujours d'après le Maariv, le Premier ministre Benjamin Netanyahu

planifie de se rendre au continent africain dans une visite officielle, 53 ans après la visite « historique » de la ministre des Affaires étrangères Golda Meir.

Au début de l'année prochaine, Netanyahu ira en Ouganda et au Kenya, et visitera probablement l'Éthiopie et le Sud Soudan. Selon le Maariv, une commémoration pourrait avoir lieu à l'occasion de la mort de Youni Netanyahu, frère du Premier ministre, et commandant de l'opération militaire qui avait pour mission de sauver des otages à bord d'un avion détourné.

Par ailleurs, Netanyahu s'était réuni avec le président ougandais Youri Moussifini et le Premier ministre kényan Rayla Odinga à Al Qods occupé. Ces derniers lui ont remis une invitation officielle et l'entourage de Netanyahu est en train de coordonner les deux visites.

La presse israélienne a révélé que Netanyahu œuvrait pour élaborer une alliance israélienne avec certains pays chrétiens en Afrique, pour former un axe opposé aux mouvements islamiques au Nord de l'Afrique à la suite du printemps arabe.

« Former une alliance avec les pays de la corne africaine est un intérêt stratégique pour Israël, surtout que ces pays sont proches d'Eilat, de l'Égypte et l'Arabie Saoudite », précise le quotidien, citant un haut responsable à Al Qods occupé.

Des publications occidentales avaient révélé maintes fois qu'Israël intervient dans les affaires politiques internes de ces pays et cherche à accroître la coopération sécuritaire et stratégique avec eux, en favorisant l'exportation des armes israéliennes, pour leur permettre de faire face aux cellules extrémistes liées à Al Qaïda, opérant en Afrique et surtout en Somalie.

2 déc.2011

french.irib.ir/info/moyen-orient/.../156341-israel-et-la-manne-africai...En cache

3-5 Fadwa Nassar : Le soldat Shalit reprend ses activités criminelles.

Sitôt libéré, il reprend du service au sein de l'armée la plus criminelle du monde.

C'est l'ex-prisonnier, le soldat Shalit, kidnappé par la résistance palestinienne, au mois de juin 2006, pour servir d'échange avec les milliers de prisonniers palestiniens. Lorsqu'il fut kidnappé, ce soldat, « franco-israélien » comme aiment à le rappeler ses amis sionistes français, participait à la guerre coloniale contre la bande de Gaza. Il était sur son char à l'intérieur des territoires palestiniens occupés en 1967 et tirait sur les Palestiniens. Ce n'était donc pas un simple colon, vivant « tranquillement » dans une des colonies construites en Palestine occupée en 48, dans l'Etat sioniste.

Sitôt libéré, le voilà de retour, prenant d'assaut la tombe de Youssef, site historique palestinien situé à l'est de Nablus, en Cisjordanie, au cours de la semaine passée. Dans leur tentative de falsifier l'histoire, les sionistes prétendent que la tombe de Youssef serait un site juif antique, et ils cherchent à s'en emparer. Plusieurs fois déjà, les colons installés dans la région de Nablus ont investi le lieu et se sont mis à pratiquer des rites religieux, supposant que leurs actes légitimeraient la falsification et feraient oublier la destination première du lieu, qui est un mausolée construit en hommage à un saint palestinien, du nom de Youssef. Au cours de la semaine, le soldat Shalit a participé à l'assaut contre ce site palestinien, prouvant par là qu'il n'est qu'un criminel parmi les siens, qui forment l'armée de l'occupation coloniale sioniste.

Pendant les cinq années de son incarcération, les médias et les responsables politiques français, à la solde des sionistes, n'ont cessé de réclamer la libération de ce criminel, mettant en avant le fait qu'il soit français. Aujourd'hui, alors qu'il participe à une guerre coloniale contre le peuple palestinien, est-ce que la France, le gouvernement français et les parlementaires français, et les médias, par la même occasion, pourquoi n'élèvent-ils pas leur voix contre la participation de ce Français à une attaque, avec les colons, contre les lieux saints et historiques palestiniens ? Contre le patrimoine palestinien ? Contre la Palestine et les Palestiniens ? La France officielle considère que l'Etat sioniste occupe la Cisjordanie, la présence

de l'armée coloniale et des colons est donc illégale. Pourquoi la France officielle ne proteste pas contre la présence d'un des siens en territoire palestinien et contre sa participation à la guerre menée par l'armée de l'occupation et ses colons contre les Palestiniens ?

Parce que c'est la société française qui produit ces colons et ces soldats criminels, ils sont les fils légitimes de la France coloniale et impérialiste. Même si récemment, des fonctionnaires zélés du consulat de France ont refusé la naturalisation d'un colon, parce qu'il vit dans une colonie en Cisjordanie, cela ne peut masquer que la France officielle nourrit et favorise la colonisation et l'armée de l'occupation. Des centaines, sinon des milliers de franco-israéliens participent à la guerre et aux efforts militaires de l'Etat colonial. Lors de la guerre sioniste contre le Liban, en 2006, de nombreux français juifs sont allés donner « un coup de main » aux soldats de l'armée criminelle, sans que la France officielle, les médias, les parlementaires et même les associations de la « société civile » ne protestent. Cela fait partie de l'équation. Les Français de religion juive, embrigadés en majorité par les organisations sionistes, considèrent que leur rôle consiste soutenir l'Etat sioniste et de coloniser la Palestine. Ils participent au financement, de manière tout à fait officielle et voyante, des groupes sionistes les plus ultras qui attaquent et détruisent les villages et les champs palestiniens, quand ils ne participent pas eux-mêmes à ces attaques terroristes, lors de leurs vacances payées par les « Caisse d'Allocations Familiales » et autres organismes officiels français. Dans les colonies situées en Cisjordanie et dans al-Qods, les « franco-israéliens » font légion... La France officielle le sait, la France officielle l'admet et protège ses propres colons, les siens. C'est, dans un sens, la participation de la France à la guerre coloniale contre la Palestine et les pays arabes.

Tout au long du kidnapping du soldat criminel franco-israélien Shalit, certains ont fait le parallèle entre ce soldat et les prisonniers palestiniens détenus par l'Etat colonial, en particulier le prisonnier Salah Hammouri, qui est « franco-palestinien », pour réclamer au chef de l'Etat et à son gouvernement d'exercer des pressions sur l'Etat sioniste pour qu'il libère Salah Hammouri. Le passé de Shalit et ses nouvelles activités criminelles ont au moins le mérite de leur montrer qu'on ne peut faire le parallèle entre un criminel et un résistant, à moins de montrer que la France coloniale et impérialiste a fait le choix de défendre les siens, non pas les Français, mais les sionistes. Dans la France coloniale, les franco-arabes (Algériens, tunisiens, libanais, palestiniens, etc..) ne sont les siens que dans la mesure où ils adoptent sa vision coloniale et se rapprochent des sionistes. Ils deviennent alors de « bons Français » et même de « bons musulmans », pourquoi pas ?

Fadwa Nassar

27/11/2011

4 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1Salah Hamouri ne sortira pas de prison le 28 novembre. - Sa mère, bouleversée, témoigne.

Même quand le bout du tunnel semble enfin se profiler à l'horizon, le pire se produit inexorablement pour Salah Hamouri et les siens. Comme si son calvaire n'avait pas assez duré, après une mascarade de

procès face à ces censeurs d'un tribunal militaire israélien d'occupation siégeant en Cisjordanie, qui scellèrent son sort sans sourciller, après six interminables années passées sous les verrous de l'injustice criante, ignoré par le gouvernement français, notre concitoyen franco-palestinien voit, impuissant du fond de sa cellule, son espoir de recouvrer la liberté, le 28 novembre, s'envoler.

Seul prisonnier politique français détenu à l'étranger, une insupportable distinction, le douloureux destin de ce jeune homme de 26 ans se brise à nouveau sur les récifs de la politique d'Israël, qui n'est jamais aussi impitoyable que quand elle est poussée dans ses retranchements, et contrainte de faire ce qu'elle abhorre : négocier la relaxe de 1.027 détenus palestiniens en échange du soldat Gilad Shalit.

Ce que redoutaient Denise et Hassan Hamouri avec anxiété est arrivé : leur fils ne retrouvera pas l'air libre fin novembre, et ils devront attendre le 12 mars pour l'entourer de leur affection. Jointe chez elle, à Jérusalem-Est, Denise Hamouri, bouleversée, a accepté de répondre à nos questions.

Denise Hamouri, la! nouvelle vient de tomber, la libération de Salah est reportée au 12 mars. Le 28 novembre était pourtant la date officielle de sa remise en liberté, vous aviez même pu rencontrer Alain Juppé, ministre des

Affaires Etrangères, après des années de silence du gouvernement, que s'est-il passé ?

Nous redoutions cette terrible perspective qui est un immense choc émotionnel pour nous. L'appel de Monsieur Juppé en faveur de la libération de Salah n'a manifestement pas eu d'écho au sein du gouvernement israélien.

La voix de la France ne pèse pas lourd face à l'autisme israélien, et quand Monsieur Juppé a demandé que notre fils soit libéré le plus rapidement possible, et dans les délais légaux, eh bien, qu'a fait Israël ?! Israël a répondu avec aplomb : on va le garder plus longtemps !

On a dit que l'Elysée était intervenu pour que Salah fasse partie de la deuxième vague de libération des prisonniers palestiniens. Qu'en est-il réellement ?

Après avoir ignoré notre fils pendant des années, cette demande a été faite soudainement par Nicolas Sarkozy, sans que nous soyons prévenus. Cela prouve que Monsieur Sarkozy connaît mal le dossier de Salah. Il est vrai que Monsieur Longuet, ministre de la Défense, n'était même pas au courant de l'affaire selon ses dires récents au micro de France Inter ! Cela laisse sans voix et songeur...

Que comptez-vous faire maintenant, y a-t-il un recours possible ?

Il n'y a, hélas, pas de recours envisageable, si ce n'est que le gouver! nement français hausse le ton, et réitère sa demande de libération avec la fermeté dont il sait faire preuve à l'égard d'autres pays. Je réclame simplement que Salah puisse sortir à la date qui était inscrite sur son jugement, c'est-à-dire le 28 novembre 2011, et que la France agisse pour que cette date soit respectée. Parallèlement, avec le comité de soutien nous mettons la pression (envois de mails, courriers...).

Comment a réagi Salah à l'annonce de son maintien en prison ?

Je n'ai, malheureusement, pas vu Salah depuis plus d'un mois. Il est interdit de visites familiales jusqu'au 5 novembre, après une grève de la faim qu'il avait entamée avec des centaines de prisonniers palestiniens pour protester contre les punitions collectives inhumaines et contraires au droit international. Je ne sais pas quel est son état d'esprit face à ce nouveau coup dur...

01.11.2011 –

Pour soutenir Salah Hamouri et appeler à sa libération à la date du 28 novembre :

Source : Oumma.com

www.salah-hamouri.fr

4-2 David Cronin : Tentative d'arrestation d'un chef militaire israélien à Bruxelles

Le 8 décembre au matin, j'ai tenté d'arrêter un stratège militaire israélien coupable de développer des armes destinées à tuer des Palestiniens.

Yitzhak Ben-Israel, ancien chercheur dans l'armée d'Israël et au Ministère de la défense se tenait devant la salle de réunion d'un hôtel de luxe bruxellois quand je suis arrivé. Je suis passé devant lui et me suis dirigé vers le bureau pour m'enregistrer afin d'assister à une conférence intitulée « Technologie et terrorisme » que ce personnage devait animer.

« Bonjour, dis-je à la femme derrière le bureau, mon nom est Cronin.

- Cronin ?, dit un homme en costume sombre qui venait de s'approcher, vous êtes David ? (Je n'avais pas donné mon prénom.

- C'est juste, répondis-je. »

La femme et lui jetèrent un coup d'œil rapide sur la liste et m'affirmèrent que mon nom n'y figurait pas. Quand j'ai expliqué que j'avais envoyé un e-mail exprimant le souhait d'être présent à la conférence, ils m'ont répondu qu'il s'agissait d'un événement privé.

« Mais cela est financé par l'Union européenne. Et cela a été annoncé publiquement sur Internet, insistai-je. »

La conversation continua inutilement pendant un moment jusqu'à ce que l'homme me dise :

« Vous voulez la police ? La police est là. » (Je n'avais nullement demandé la police). » Je me suis retourné et deux hommes venaient d'arriver.

« Faites-vous partie de la sécurité de l'hôtel ?, demandai-je.

- Non, nous sommes les services de renseignement belges, me répondit l'un des deux fonctionnaires.

- Cet homme, juste là, c'est Ben-Israel, lançai-je en le montrant du doigt, je suis venu pour lancer une arrestation citoyenne à l'encontre de cet homme. M. Ben-Israel, vous êtes accusé de crimes contre l'humanité. Je vous demande de vous rendre par vous-même aux deux officiers de police ici présents. »

Un des officiers me demanda de m'identifier. « Mon nom est David Cronin, je suis journaliste indépendant, dis-je, je crois sincèrement que M. Ben-Israel a développé des armes dont le but est de tuer des Palestiniens. »

J'ai essayé d'entrer dans les détails, mais les deux policiers étaient déjà en train de me faire descendre les escaliers. Dans le hall de l'hôtel, ils m'ont demandé mes papiers et ont noté mes coordonnées. Je leur ai demandé qu'ils enregistrent une déclaration de ma part où j'aurais pu expliquer pourquoi Ben-Israel devait être arrêté. Bien qu'ils aient accepté d'écouter mes arguments, ils ont refusé de prendre une déclaration formelle et à la place ils voulaient me faire visiter le poste de police.

QUI EST BEN-ISRAEL ?

Général en retraite, Ben-Israel, est impliqué dans le développement des armes les plus horribles de l'arsenal israélien. Il y a des preuves flagrantes qu'il a fourni son expertise à une équipe israélienne qui a adapté les armes étasuniennes DIME (Dense Inert Metal Explosive) pour une utilisation sur Gaza. En 2006, Ben-Israel a indiqué qu'il était au courant des tests de DIME, une arme qui arrache les membres et cause de sévères brûlures. Il fit l'éloge de cet arme dans une interview à la télévision italienne, déclarant : « une des idées est de permettre de frapper les cibles sans entraîner de dommages sur d'autres personnes. »

Des témoignages, rassemblés dans les hôpitaux de Gaza que Israël a attaqué fin 2008-début 2009, affirment la présence de métaux inhabituels dans les corps des victimes de bombardements. Ceci indique que le DIME a pu être utilisé durant cette assaut qui a duré trois semaines, l'opération Plomb durci.

Ben-Israel a reçu trois récompenses en Israël pour avoir aidé à inventer des armes. En 1972, il a été honoré pour son rôle dans la réalisation du système de bombe de l'avion F-4E fourni à Israël par l'entreprise d'armement McDonnell Douglas. Quatre ans plus tard, il gagna un prix similaire pour sa contribution à l'élaboration d'une nouvelle technologie pour l'armée israélienne : le système C4 conçu pour permettre au commandement militaire de diriger plusieurs opération en même temps. Et en 2002, il remporta le Prix de la défense d'Israël pour un « projet introduisant un nouveau concept de conflit armé ».

LA JOUISSANCE D'ASSASSINER

Membre de la Knesset (parlement israélien) entre 2007 et 2009, il a été un fervent supporteur de l'Opération Plomb durci. Dans un article d'opinion, paru en 2009 sur le site Ynet, il s'est réjoui de la manière dont Israël s'était passé des règles du combat armé qu'il avait l'habitude de jouer (selon lui) : « Avant, c'était comme si le côté faible (Hamas, Hezbollah) pouvait attaquer les citoyens de manière ininterrompue, pendant qu'Israël hésitait à utiliser sa puissance militaire substantielle (avions de chasse, tanks et missiles guidés) par peur de blesser des civils. Mais l'opération récente a montré que même les mosquées utilisées par les groupes terroristes ne sont plus un obstacle pour Israël. »

Il est écœurant de voir que quelqu'un qui se réjouit de l'assassinat massif de civils puisse être un invité à une conférence sponsorisée par l'Union européenne.

Comme je l'ai écrit il y a quelques jours, un autre crime commis par Ben-Israel est qu'il siège au conseil d'administration de l'Université Ariel située dans une colonie en Cisjordanie. Les représentants européens savent que ces établissements violent la 4ème convention de Genève de 1949 qui interdit à une puissance occupante de transférer ses populations civiles dans des territoires qu'elle occupe.

Ben-Israel parut quelque peu perplexe quand je me suis confronté à lui aujourd'hui. Il n'a certainement jamais eu à faire face auparavant à une telle tentative qui le tiendrait responsable de ses crimes. Hé bien, il faudrait qu'il s'habitue à ce genre d'action ! Lui ou d'autres membres de la politique d'Israël et de son élite militaire doivent s'attendre à faire face à la justice. Partout, où qu'ils aillent.

David Cronin

The Electronic Intifada, 8 décembre 2011.

Né à Dublin en 1971, David Cronin est l'auteur de « Europe's Alliance with Israel : Aiding the Occupation » (Pluto Press, 2011). Il a écrit pour de nombreux journaux, parmi lesquels The Guardian, The Wall Street Journal Europe, European Voice, Inter Press Service, The Irish Times et The Sunday Tribune.

Comme militant politique, il a tenté une arrestation citoyenne de Tony Blair et d'Avigdor Lieberman pour crimes contre l'humanité.

Traduit de l'anglais par Cédric Rutter (09.12.2011)

Texte original en anglais (08.12.2011) :

<http://electronicintifada.net/blog/david/my-attempt-arrest-israeli-weapons-chief>

4-3 Un activiste Canadien déclare avoir subi l'emploi du Taser par les Forces Israéliennes.

Je vous écris de la cellule 9 en Israël, le pays de l'apartheid

[Note du traducteur : si le texte suivant paraît par moment plus ou moins structuré grammaticalement, prière de mettre en contexte les conditions d'écriture de l'auteur, qui a reçu un choc électrique et qui écrit au fond de sa cellule de prison]

Chères sœurs, chers frères, chers ami-e-s et parents,

Je vous écris depuis la cellule 9, block 59 de la prison Givon en Palestine occupée. Bien que j'ai subi un choc par taser lors de l'assaut du Tahrir, et blessé lorsqu'on m'a forcé de me rendre sur le quai (je marche en boitant un peu depuis), ça va en gros. Nous, Ehab, Michael, Karen du Tahrir, ainsi que Karen et Kit (É-U) et Jihan, que nous avons vu voir brièvement ce matin. Nous sommes surtout préoccupés pour la sécurité de notre confrère à bord du Tahrir, le palestinien Majd Kayyal. Nous l'avons vu pour la dernière fois à Ashdod en train d'être photographié et placé dans une voiture de police.*

Bien que Michael et moi (parmi d'autres) furent menottés et transportés les fers aux pieds, nous ne sommes ni des criminels, ni des immigrants illégaux mais plutôt les prisonniers politiques d'un État d'apartheid, Israël. Quatre du Tahrir sont emprisonnés avec douze camarades irlandais du Saoirse, qui ont une certaine expérience de ce que nous vivons présentement. Nous les quatre, Ehab et moi (Cdn), Michael (Aus) et Hassan (RU), nous nous sommes joints dans leur comité de prisonniers politiques afin de mieux faire valoir nos demandes collectives

association dans les blocks - i.e. cellules ouvertes nécessaire pour écrire et lire correctement
libre communication avec le monde extérieur - i.e. accès régulier au téléphone
information au sujet des consœurs détenues dans la même prison

Nous rajoutons une demande spécifique au Tahrir : que l'État israélien reconnaisse le statut professionnel de la journaliste de Democracy Now, Jihan Hafiz, dûment accréditée auprès du gouvernement états-unien. Toute incarcération politique est injuste, mais permettez-moi de souligner que notre situation n'est rien comparativement à celle des milliers de prisonniers politiques palestiniens et de celle de prisonniers dans la prison à ciel ouvert nommée Gaza.

Si vous avez de l'énergie à consacrer aux actions de solidarité qui auront lieu dans les prochains jours, prière de vous y impliquer. Nous devons récupérer le Tahrir et espérer que les vagues de libération continuent.

Nous voulons la libération de Majd Kayyal! De tous les prisonniers politiques! De Gaza! De la Palestine!

Anishnabe-debuewin, stay human, restons humains, dans l'amour et dans la lutte,

David

* Majd Kayyal a été relâché, mais il semblerait que David et les autres prisonniers politiques n'en ont pas été informés sur où on l'amenait.

5-1 Le Conseil syndical des transports londoniens rejoint la Campagne pour le déraillement de Veolia et Alstom.

Le mouvement syndical palestinien salue le Conseil régional des transports londoniens du Syndicat national des cheminots, travailleurs des transports maritimes et des transports (RMT) pour avoir rejoint la Campagne pour le déraillement de Veolia et Alstom.

Comité national du BDS palestinien

29 novembre 2011

La Coalition syndicale palestinienne pour les boycotts, désinvestissements et sanctions (PTUC-BDS), membre clé du Comité national du BDS (le BNC), salue le Conseil régional des transports londonien du Syndicat national des cheminots, travailleurs des transports maritimes et des transports (RMT) pour leur lancement d'une campagne pour qu' « Alstom soit exclus des travaux relatifs à des projets, notamment pour le métro de Londres, et que tous les travaux et services d'Alstom soient rapatriés » en raison du rôle que joue la société dans la construction et l'exploitation du tramway illégal de Jérusalem, qui relie des colonies illégales dans les territoires palestiniens occupés à Israël.

A Londres, Alstom a construit l'actuelle flotte des trains de métro qui sillonnent les lignes Jubilee et Nord du métro londonien. Elle continue d'assurer la maintenance pour la flotte de la ligne Nord. En Palestine occupée, Alstom a aidé à la construction, et continue de jouer un rôle majeur dans l'opération du tramway de Jérusalem, qui vise explicitement à consolider bel et bien le contact d'Israël avec ses colonies illégales, à rattacher celles-ci plus solidement à l'État d'Israël et à faciliter leur expansion (1). Le Conseil des droits de l'homme des Nations-Unies a condamné le projet comme illégal en vertu du droit international (2). Les offres d'embauches des personnels pour le tramway de Jérusalem exigeaient des candidats qu'ils soient libérés de leur service militaire israélien, et interdisaient aux Palestiniens de postuler (3).

La réunion du 24 novembre du Conseil régional des transports londoniens (RMT) a voté, à l'unanimité, en faveur d'une motion qui cible la multinationale française pour son implication dans le projet du tramway de Jérusalem (voir ci-dessous le texte intégral de la résolution).

Cette motion du Conseil régional des transports londoniens RMT est une étape importante dans la campagne qui s'intensifie contre la société. La motion vient après une campagne de formation pour les adhérents du syndicat pendant laquelle une réunion publique sur la situation en Palestine a été organisée et un bulletin politique a été publié comportant une contribution du PTUC-BDS (4).

Unjum Mirza, responsable politique pour la région Transports de Londres du RMT, a expliqué : « Avant cette motion, notre région a soutenu pleinement les révolutionnaires en Tunisie et en Égypte. Nous avons envoyé une délégation en Égypte pour commémorer le Premier Mai, place Tahrir, et nous avons invité à Londres Kamal Abu Aita, actuel président de la Fédération égyptienne des syndicats indépendants, pour rejoindre les grèves du secteur public du 30 juin et avons appelé à des réunions dans tout Londres. A ce moment révolutionnaire historique enthousiaste, la Palestine est, pour nous, le maillon suivant évident de la chaîne. Non seulement nous cherchons à réaffirmer notre solidarité avec la lutte des Palestiniens pour leur libération et la justice, mais nous voulons aussi donner un sens renouvelé à son apport, comme étant LA question politique qui guide de façon centrale nos luttes, comme elle le fait au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. »

Rafeef Ziadah, conférencier invité au nom du PTUC-BDS à la réunion où la motion a été votée, a ajouté, « Ceci est une étape importante pour la Campagne pour le déraillement de Veolia et Alstom et sert surtout de modèle pour les campagnes syndicales qui mettent l'accent sur l'éducation à l'intérieur du syndicat, et au dépassement d'une condamnation rhétorique des actions des sociétés qui soutiennent

l'occupation illégale israélienne, afin d'avoir des campagnes actives. Nous sommes impatients de travailler avec RMT sur cette campagne et exhortons les autres syndicats à leur emboîter le pas ».

En 2008, le BNC et ses partenaires ont lancé la Campagne pour le déraillement de Veolia et Alstom, en raison de l'implication de ces deux sociétés dans la construction et l'exploitation du tramway de Jérusalem. La pression des militants de la campagne a contraint des institutions financières, notamment le Fonds de pension suédois AP7 et la banque hollandaise ASN, à se désinvestir d'Alstom. Le mois dernier, le BNC a annoncé une victoire attendue depuis longtemps avec la perte par Alstom de l'appel d'offres pour la seconde phase du projet de TGV saoudien al-Haramain, d'un montant de 10 milliards de dollars US, grâce à la pression de la Campagne mondiale BDS. Veolia a perdu plus de 12 milliards de dollars US de contrats après les actions de boycott au Royaume-Uni, en Suède, en Irlande et ailleurs.

BDS

Coalition syndicale palestinienne pour les boycotts, désinvestissements et sanctions (PTUC-BDS)

ptuc-bds@bdsmovement.net

Notes :

1 - Alstom a fourni les voitures et a fait partie antérieurement du consortium qui a construit le tramway de Jérusalem, elle possède toujours 80 % de l'entreprise de d'Ingénierie, Approvisionnement et Construction du projet, et la totalité de Citadis Israel, qui a le contrat pour le service de maintenance du projet pour une durée de 22 ans. <http://www.whoprofits.org/Company%2...>

Pour plus d'information sur le tramway de Jérusalem et son rôle dans l'encouragement aux violations israéliennes du droit, voir <http://stopthewall.org/alstom-build...>

[2] <http://unispal.un.org/UNISPAL.NSF/0...>

[3] <http://www.alternativenews.org/engl...>

[4] <http://rmtlondoncalling.org.uk/node/2572>

Texte intégral de la motion

Alstom/Tramway de Jérusalem

-* 1 - Faire campagne pour qu'Alstom soit exclue des travaux relatifs à des projets, notamment pour le métro de Londres, et que tous les travaux et services d'Alstom soient rapatriés, en raison de son implication illégale et immorale dans la colonisation des territoires palestiniens occupés, et monter une campagne mobilisant une coalition la plus large possible de syndicats, d'organisations de défense des droits humains et autres groupes qui croient dans la justice sociale.

2 - Écrire une lettre ouverte à Alstom, lui demandant ce qu'il en est vraiment pour le tramway de Jérusalem, ses conséquences sur la population de Jérusalem-Est et lui demandant aussi s'il n'est pas hypocrite de s'impliquer dans le tramway de Jérusalem tout en prétendant avoir une politique salariale et sociale « morale ».

3 - Faire pression sur le gouvernement britannique et les administrations londoniennes et locales pour qu'elles refusent à Alstom l'autorisation d'étendre ses opérations en Grande-Bretagne, alors qu'elle est engagée dans le tramway de Jérusalem. La Commission des droits de l'homme des Nations-Unies a

dénoncé le projet de tramway de Jérusalem pour être « une violation flagrante du droit international et des résolutions concernées des Nations-Unies. »

4 - Envoyer cette motion aux cadres du Conseil régional des transports londoniens leur demandant d'inviter Rafeef Ziadah de la Coalition des syndicats de Palestine en novembre, et à d'autres branches, conseils régionaux ainsi qu'aux assemblées générales du RMT.

Adoptée à l'unanimité
le Conseil régional des transports londoniens
le 24 novembre 2011

Février 2008, la construction du tramway colonial à Jérusalem.

(photo Anne Paq/ActiveStills)

Implication d'Alstom dans le métro de Londres

Ligne Nord

Alstom a construit et assure la maintenance de 106 trains circulant sur la ligne Nord de Londres. La ligne Nord est l'une des lignes ferroviaires les plus fréquentées d'Europe, transportant 800 000 passagers par jour.

Ligne Jubilee

Alstom a terminé l'installation d'une nouvelle technologie de signalisation et de contrôle sur la Ligne Jubilee pour accroître la fréquence des trains.

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19